

## DU LOCAL AU GLOBAL : APRÈS LES MISES EN GARDES DES SCIENTIFIQUES MONDIAUX, L'HEURE DE L'ACTION – SYNTHÈSE

### WORLD SCIENTISTS' WARNINGS INTO ACTION, LOCAL TO GLOBAL – SUMMARY

Barnard, P., Moomaw, W.R., Fioramonti, L., Laurance, W.F., Mahmoud, M.I., O'Sullivan, J., Rapley, C.G., Rees, W.E., Rhodes, C.J., Ripple, W.J., Semiletov, I.P., Talberth, J., Tucker, C., Wysham, D., Ziervogel, G.\*

**Le rapport intégral sur lequel se base cette synthèse est sous presse dans la revue scientifique de SAGE, [Science Progress](#).**

- L'heure des engagements creux pour l'horizon lointain de 2050 est révolue. Des changements urgents, transformateurs et à grande échelle sont nécessaires dans nos économies, nos sociétés, nos cultures et nos politiques.
- Il est indispensable de vaincre l'inertie ambiante pour garantir la mise en œuvre de mesures fortes et cruciales au cours de la période 2022-2026. Une collaboration mondiale sans précédent est nécessaire dès maintenant. À court terme, nos actions ou notre inaction détermineront notre avenir commun. Le message des scientifiques est clair et irréfutable : l'humanité est déjà en situation de dépassement écologique avancé.
- De nombreux climatologues craignent que les objectifs de 1,5 ou 2 °C de réchauffement maximal fixés par l'accord de Paris ne soient insuffisants et nous poussent irréversiblement vers le scénario de « Hothouse Earth » (« Planète serre »). Le carbone et la chaleur déjà présents dans nos océans ainsi que dans l'atmosphère vont irrémédiablement conduire à un dépassement supérieur à 1,5 °C. Trop de dirigeants actuels sont prêts à risquer une catastrophe, car ce ne sera pas à eux de la régler.
- Les protestations et autres revendications venant du peuple pour demander le changement aideront à briser les barrières et à encourager la mise en place de mesures urgentes.

#### ÉNERGIE

- Bien avant 2030, les dirigeants doivent redoubler d'engagements en matière de décarbonisation et poursuivre une transition énergétique majeure et très rapide vers un avenir moins énergivore, essentiel à la survie de la civilisation et au maintien d'une planète habitable, en équilibre. Les dirigeants et décideurs doivent :
  - créer sans attendre une feuille de route pour la transformation énergétique, avec des actions beaucoup plus affirmées et moins insignifiantes que celles proposées jusqu'à aujourd'hui ;
  - définir une trajectoire pour une diminution rapide de la demande mondiale d'énergie, prendre des mesures pour amener les citoyens à s'adapter à un avenir moins énergivore et poursuivre activement une stratégie d'approvisionnement en énergie sans combustibles fossiles ;
  - rétablir des économies et des marchés régionaux pour encourager autant que possible l'utilisation de ressources locales et ainsi réduire la dépendance à l'égard des biens à forte intensité carbone ;
  - relocaliser autant que possible l'industrie légère, la production et la transformation alimentaire afin d'améliorer l'autonomie régionale, intensifier les rénovations améliorant l'efficacité énergétique et accélérer la production d'énergie à petite échelle ;
  - imposer une tarification du carbone et mettre en place une taxation forte sur le tourisme et le commerce « de luxe », en particulier les billets d'avion, les véhicules énergivores et les produits de luxe importés.

#### POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

- L'accumulation actuelle de carbone atmosphérique, l'acidification des océans et l'augmentation dangereuse des concentrations en méthane, protoxyde d'azote, hydrofluorocarbures et autres polluants dans notre atmosphère dépassent de loin les pires scénarios prévus par la communauté scientifique il y a de cela des décennies.
- Après avoir déjà franchi un point critique avec la fonte des glaces dans l'Arctique, nous nous rapprochons d'un autre point de basculement causé par le réchauffement spectaculaire de l'Arctique. La fuite rapide vers l'atmosphère de réservoirs importants de méthane emprisonnés dans le pergélisol aura des répercussions potentiellement catastrophiques, à l'échelle décennale ou centennale.
- Quel que soit leur mandat, les dirigeants peuvent activement réduire ou atténuer les émissions de méthane à leurs sources, partout où cela est possible (production agricole, industrielle, pétrolière ou

gazière), en :

- transformant les subventions accordées aux grandes entreprises du secteur de la viande ou des produits laitiers productrices de méthane et aux entreprises productrices de combustibles fossiles en taxes sur les grands producteurs de méthane.
- amorçant et investissant dans le développement de technologies et de pratiques naturelles pour réduire le méthane atmosphérique de façon sûre et efficace, en documentant et surveillant la réduction de la concentration en méthane atmosphérique, et en encadrant et mettant en œuvre une gouvernance mondiale exigeant l'utilisation de telles méthodes.

## **NATURE**

- Le monde naturel est en chute libre. Les processus complexes et interdépendants sur lesquels sont basés les écosystèmes, tels que la pollinisation, la protection naturelle contre les inondations ou le cycle écologique de purification de l'eau ont été sévèrement altérés par l'humanité. Parmi nos plus grandes forêts tropicales et tempérées, certaines ne fonctionnent à présent plus comme puits, mais comme sources de carbone. Les dirigeants nationaux et régionaux doivent :
  - d'ici 2030, agir au niveau local, régional, national et mondial pour protéger les écosystèmes terrestres et aquatiques sur 30 % de la surface de la Terre. La conservation, la restauration écologique et la renaturation à grande échelle sont nécessaires pour permettre aux habitats naturels de retrouver un niveau de résilience adéquat, et ainsi garantir la survie de l'humanité.
  - stopper immédiatement la destruction et la dégradation des écosystèmes critiques accumulant du carbone tels que les forêts, les zones humides et les prairies. Protéger les arbres âgés et les forêts anciennes qui renferment beaucoup plus de carbone que les arbres nouvellement plantés et laisser les forêts secondaires croître pour protéger les écosystèmes existants, maximiser le stockage du carbone et éviter les émissions résultant de produits forestiers récoltés.
  - arrêter d'ici 2027-2030 la transformation des habitats au niveau régional et local, en introduisant des politiques et des règlements qui encouragent la densification, la réduction de l'étalement urbain, la requalification et la reconversion des terres.

## **SYSTÈMES ALIMENTAIRES**

- Les modes de production et de consommation agricoles actuels ont largement dépassé les limites des ressources planétaires et ne peuvent pas faire vivre 8 milliards de personnes. Le système alimentaire mondial est responsable de plus de 25 % des émissions de GES, d'environ 70 % de l'utilisation de l'eau douce, de la majeure partie de la déforestation et du lessivage des nutriments, et conduit à la formation de zones mortes dans les habitats côtiers et d'eau douce.
- Pour éviter des famines généralisées au cours de ce siècle, les dirigeants doivent prendre des mesures rapides au niveau local, régional, national et mondial dans trois grandes composantes du système alimentaire, à savoir la production, l'utilisation des terres et les pratiques agricoles :
  - La production doit rapidement évoluer et passer des aliments à fort impact (tels que les produits d'origine animale) aux aliments à faible impact (tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les céréales), afin de permettre une meilleure efficacité dans l'utilisation des terres et des ressources aquatiques
  - Les pratiques agricoles doivent de toute urgence être réorientées vers des méthodes régénératrices moins néfastes pour l'environnement, afin de réduire les impacts environnementaux de l'agriculture, d'améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau, de réduire les besoins en terres, de protéger et de restaurer les sols et les autres habitats naturels.

## **STABILISATION DÉMOGRAPHIQUE**

- La Terre est à présent en « dépassement » et ne peut subvenir aux besoins de la population. Instabilité climatique, destruction écologique, famine, malaise social et politique, insécurité, souffrances sans précédent : tous les efforts pour atténuer ces problèmes sont minés par une augmentation annuelle de la population de 80 millions de personnes.
- Les dirigeants doivent reconnaître que la surpopulation et la surconsommation sont les deux menaces « à effet multiplicateur » critiques pour une civilisation durable et prendre des mesures audacieuses, équitables et justes d'ici 2026 à tous les niveaux afin d'infléchir les courbes :
  - intégrer des actions appropriées, éthiques et évolutives dans les programmes économiques, sociaux et politiques.

- augmenter l'investissement dans le bien-être, grâce à des stratégies éthiques et autonomisantes en matière de santé, d'éducation et d'économie afin d'aider les femmes et les filles, ainsi que les hommes et les garçons.
- encourager les familles les plus aisées à avoir moins d'enfants, comme moyen le plus efficace de réduire individuellement leurs émissions de GES futures, et les familles les plus pauvres à progresser sur le plan économique et éducatif.
- dans les pays développés, allouer au moins 4 % des budgets d'aide internationale à la planification familiale.

## **RÉFORMES ÉCONOMIQUES**

- Pour faire face aux effets catastrophiques du changement climatique, de l'extinction de masse, de la pauvreté et d'autres crises convergentes, notre modèle économique doit être repensé pour fonctionner à l'intérieur des limites planétaires. Les dirigeants doivent :
  - corriger les défaillances du marché en introduisant ou en augmentant la taxation environnementale sur le carbone et sur la production et les services polluants, et supprimer toutes les subventions aberrantes accordées aux secteurs qui nuisent aux systèmes planétaires.
  - créer un cadre économique pour certaines activités rentables afin de prioriser la protection et la restauration urgentes du capital naturel et des services écosystémiques (y compris la fixation du carbone, le contrôle des inondations, la purification de l'eau, la pollinisation, la lutte contre les maladies).
  - introduire des réformes pour s'assurer que les terres agricoles et forestières, tout comme les océans, les rivières et les zones humides, sont gérées dans l'intérêt à long terme de la nature et de l'humanité, plutôt que dans un but de réalisation d'un profit à court terme.
  - introduire des modèles de droits fonciers et d'urbanisme qui évitent l'aménagement perpétuel des terres, la perte de carbone et de biodiversité, et l'anéantissement de la nature sauvage intacte, et encouragent la densification des zones urbaines, l'utilisation polyvalente des terres et d'autres usages permettant d'en augmenter l'efficacité.
  - introduire rapidement des politiques, notamment de relocalisation, afin de restaurer un niveau de production locale efficace pour la société et de réduire les émissions.
  - dans le domaine de la gouvernance, investir dans un leadership qui privilégie les valeurs planétaires et de bien public, et analyser et réformer toutes les procédures, pratiques et politiques de routine qui empêchent les actions audacieuses et transformatrices.